TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS .................................................................................................................. 5

CHAPITRE I. – RÉPARATION EN NATURE, CESSATION DE L’ILICITE 
et mesures purement préventives ................................................................................. 7
Rapport français
GENEVIEVE VINEY

I. – La réparation en nature stricto sensu
en présence d’un dommage déjà réalisé ................................................................. 9

A. Application en matière délictuelle et contractuelle .............................. 9

B. Les formes ou les modalités de la réparation en nature .................. 11
1. La restitution, la restauration, la remise en état ou la mise en conformité du bien endommagé ........ 11
2. La condamnation à conclure ou à refaire ou à prolonger les effets d’un acte juridique ....... 15
3. La destruction ou la démolition de constructions ou d’ouvrages ......................................................... 17
4. La fermeture d’un établissement ou d’une exploitation ......................................................... 18
5. Le prononcé d’une déchéance contre le créancier ayant manqué à ses obligations envers le débiteur .. 19
6. La publicité donnée aux droits de la victime ou à la responsabilité de l’auteur ........................................ 20

C. Le choix entre réparation en nature stricto sensu 
et dommages et intérêts ......................................................................................... 21

1. La doctrine ............................................................................................................. 22
2. Le droit positif ..................................................................................................... 23
   a) Affirmation du principe du libre choix par le juge du mode de réparation ................. 23
   b) Les limites à la liberté de choix des juges du fond ... 24

La nécessité d’une réparation adéquate, obstacle à la liberté dans le choix du mode de réparation ...... 24
Les cas dans lesquels la nécessité d’une adéquation de la réparation au dommage fait obstacle au prononcé d’une mesure de réparation en nature .... 24
Les cas dans lesquels la nécessité d’une adéquation de la réparation au dommage fait obstacle au choix d’une indemnisation sous forme de dommages et intérêts ...... 26

BRUYLANT
### TABLE DES MATIÈRES

*Les obstacles opposés spécialement au choix d’un mode de réparation en nature* ................. 28

II. – **La cessation du trouble ou de l’illicite**

*en présence d’un dommage en cours de réalisation* ............... 28

A. *Le développement des mesures de cessation* ....................... 29

B. *La question de l’autonomie de la cessation du trouble ou de l’illicite par rapport au droit commun de la réparation en nature* ................................................... 35

1. Les fonctions de la cessation du trouble ou de l’illicite ne sont pas totalement identiques à celles de la réparation en nature *stricto sensu*..... 36

2. …ce qui devrait logiquement justifier une certaine spécificité de son régime ....................... 37

III. – **Les mesures purement préventives**

*en cas de simples risques de dommages* ............................... 46

### CHAPITRE II. – **LES CONDAMNATIONS NON PÉCUNIAIRES**

*dans le contentieux de la responsabilité* ....................... 59

Rapport belge

**PATRICK WÉRY**

**Introduction** ................................................................. 59

I. – **La réparation en nature en matière extracontractuelle** ...... 60

A. *L’omniprésence de la réparation en nature* ....................... 61

B. *La réparation en nature : une espèce de condamnation non pécuniaire parmi d’autres* ........................................ 66

1. La réparation en nature entendue au sens strict .... 69

2. Les mesures de rétablissement ........................................ 76

3. Les techniques de prévention du dommage ............. 85

4. La réparation destinée à consacrer l’apparence de mandat ......................................................... 91

5. Le refus d’annulation du contrat ............................... 93

II. – **La réparation en nature en matière de responsabilité contractuelle** ................................. 95

A. *L’exécution en nature de l’obligation contractuelle* .......... 96

1. Le pouvoir du juge de condamner à l’exécution en nature .......................................................... 98

2. Le droit du créancier d’obtenir la condamnation *ad ipsam rem* ................................................. 104

B. *La réparation en nature du dommage contractuel* ......... 109

1. La définition de la réparation en nature ..................... 110
2. Le fondement légal de la réparation en nature du dommage contractuel ......................... 117

Conclusions générales ............................................................... 126

Chapitre III. – LA RÉPARATION DU DOMMAGE ......................... 129

Rapport français
PHILIPPE BRUN

I. – Questions de natures .......................................................... 131
   A. De la nature des dommages et intérêts contractuels :
      réparation ou exécution par équivalent ......................... 131
   B. De la nature des dommages et intérêts moratoires ........ 135

II. – Questions de régime ......................................................... 137
   A. Le régime des dommages et intérêts compensatoires .... 137
      1. Le régime de la créance de dommages et intérêts ... 137
      2. Les principes gouvernant l’évaluation ...................... 140
      3. Le principe de libre disposition
         (ou de non affectation des dommages et intérêts) .. 142
   B. Le régime des dommages et intérêts moratoires .......... 142

Chapitre IV. – DOMMAGES ET INTÉRÊTS COMPENSATOIRES
et moratoires ........................................................................... 145

Rapport belge
ILSE SAMOY, SOPHIE STIJNS et SANNE JANSEN

Introduction .............................................................. 145

Section I. – Les intérêts dans le droit de la responsabilité
contractuelle et extracontractuelle ................................. 148

I. – La responsabilité contractuelle .................................... 148
II. – La responsabilité extracontractuelle ......................... 151

Section II. – Notions et classifications des différentes sortes
d’intérêts .............................................................................. 152

I. – La classification des intérêts selon leur fonction ............. 153
   A. Les intérêts rémunérateurs
      (« remuneratoire interesten ») ................................. 153
   B. Intérêts de retard (« nalatigheidsinteresten ») .......... 154

II. – La classification des intérêts selon leur source juridique
ou leur fondement .............................................................. 158
   A. Les intérêts conventionnels (« conventionele interesten ») 159
   B. Les intérêts légaux (« wettelijke interesten ») .......... 159
   C. Les intérêts judiciaires (« gerechtelijke interesten ») 160
### Table des Matières

#### III. – La classification des intérêts selon les modalités des intérêts...

<table>
<thead>
<tr>
<th>A. Le taux d'intérêt applicable</th>
<th>161</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1. Les intérêts au taux d'intérêt légal</td>
<td>161</td>
</tr>
<tr>
<td>2. Les intérêts au taux d'intérêt conventionnel</td>
<td>166</td>
</tr>
<tr>
<td>3. Les intérêts au taux d'intérêt judiciaire</td>
<td>167</td>
</tr>
<tr>
<td>B. Le point de départ du cours des intérêts</td>
<td>167</td>
</tr>
<tr>
<td>C. L'application dans le temps</td>
<td>167</td>
</tr>
</tbody>
</table>

#### Section III. – Application du régime général aux dettes de valeur : le principe de la réparation intégrale

| I. – Le principe de la réparation intégrale | 169 |
| II. – Pas de nominalisme monétaire | 171 |
| III. – Anatocisme illimité | 174 |
| IV. – Libre choix du taux | 179 |
| V. – Libre choix du point de départ du cours des intérêts | 181 |
| VI. – Imputation des paiements | 185 |

#### Section IV. – Application du régime d'exception aux dettes de somme : l'indemnisation forfaitaire

| I. – Le principe de l'indemnisation forfaitaire | 188 |
| II. – Le nominalisme monétaire | 197 |
| III. – L'anatocisme restreint | 199 |
| IV. – Le taux d'intérêt légal | 201 |
| V. – Point de départ du cours des intérêts : la mise en demeure préalable | 201 |

#### Conclusions

Vers un nouveau régime des intérêts de retard ? | 204 |

#### Annexe 1 – Schéma du régime actuel des intérêts de retard en droit belge | 211 |

#### Annexe 2 – Schéma du régime unique proposé :

- intérêts de retard ou intérêts moratoires | 212 |

#### Annexe 3 – La distinction entre les dettes de somme et les dettes de valeur | 213 |

#### Chapitre V. – Caractère indemnitaire ou punitif des dommages-intérêts

Rapport français

Sophie HOCQUET-BERG

| I. – La place actuelle des dommages-intérêts punitifs en droit français | 219 |
TABLE DES MATIÈRES

A. La non-reconnaissance officielle ........................................ 219
B. Les pratiques officieuses ..................................................... 221
C. Les consécration implicites ................................................ 224

II. – L’avenir des dommages-intérêts punitifs en droit français ...... 227
   A. Les projets d’introduction des dommages-intérêts punitifs .......... 227
   B. L’opportunité d’introduire les dommages-intérêts punitifs ? ........ 232
   C. Les évolutions possiblement induites par l’introduction des dommages-intérêts punitifs .......... 235

CHAPITRE VI. – CARACTÈRE INDEMNITAIRE OU PUNITIF
   DES DOMMAGES ET INTÉRÊTS .......................................... 237
Rapport belge
XAVIER THUNIS et BÉRÈNICE FOSSÉPREZ

I. – Aperçu général des fonctions et objectifs de la responsabilité civile ........................................................ 239
   A. Une fonction centrale : la réparation ................................ 239
   B. Émergence d’autres fonctions ........................................... 247

II. – Les dommages et intérêts, prix à payer pour la violation de la loi contractuelle ............................................. 252
   A. Dommage et inexécution du contrat .................................. 252
   B. Aggravation de la réparation à charge du débiteur contractuel ................................................................. 255
      1. L’indemnisation des dommages imprévisibles .......... 255
      2. Obligation de connaissance et d’élimination des vices cachés par le vendeur professionnel .... 257
   C. La clause pénale, convention sur les dommages et intérêts ................................................................. 258
   D. La sanction du retard dans le paiement d’une dette de sommes ......................................................... 263
      1. En droit commun .......................................................... 263
      2. Dans les transactions commerciales ................. 265

III. – La compensation des atteintes à des intérêts ou des droits extrapatrimoniaux ........................................... 267
   A. Le dommage moral : hors-prix ? ...................................... 267
   B. Le dommage moral lié aux atteintes à l’intégrité corporelle ................................................................. 268
   C. Le dommage moral lié aux atteintes aux droits de la personnalité ................................................................. 272
   D. Le dommage moral en matière contractuelle ................. 276

BRUYLANT
IV. – **Le contentieux des droits intellectuels**.......................... 278
   A. Une pratique jurisprudentielle à visée punitive
      en matière de droits d’auteur .................................................. 278
   B. La décision de la Cour de cassation du 13 mai 2009 :
      un coup d’arrêt................................................................. 280
   C. La consécration du principe indemnitaire
      en droits européen et belge.................................................. 281
   D. La confiscation et la cession des bénéfices
      ou le maintien du caractère punitif........................................ 283

V. – **Aux frontières de la responsabilité civile**..................... 285
   A. Une sanction originale : la compensation des troubles
      excessifs du voisinage....................................................... 285
   B. L’application de Fraus omnia corrumpit
      en responsabilité civile..................................................... 289

VI. – **Mesures de protection et de conservation des droits**........ 291
   A. En matière d’assurance R.C. automobile............................ 291
   B. En matière d’indemnisation des dommages
      résultant des soins de santé................................................. 293
   C. En matière de saisie-arrêt.................................................. 295

VII. – **Procédures particulières**........................................... 296
   A. La réparation du dommage issu d’un acte
      administratif illégal.......................................................... 296
   B. L’action en réparation collective applicable aux litiges
      de consommation.............................................................. 300

VIII. – **Tout le dommage, rien que le dommage**.................... 307

**Chapitre VII. – Moment de l’évaluation judiciaire**
et variations du dommage ............................................... 311

   Rapport français
   ANNE GUÉGAN-LÉCUYER

   I. – **La prise en compte des variations du dommage**
      au moment où le juge statue ............................................. 315
      A. Les variations antérieures au jugement –
         Le juge regarde vers le passé........................................ 315
         1. « La modification de la teneur du dommage » ......... 316
         2. La variation de la traduction monétaire
            du dommage ............................................................... 329
      B. Les variations postérieures au jugement
         (appréciées au jour où le juge statue) –
         Le juge regarde raisonnablement vers l’avenir......... 334
TABLE DES MATIÈRES

1. La modification de la teneur du dommage .................. 334
2. La variation de la traduction monétaire du dommage .......................................................... 336

II. – La prise en compte des variations du dommage après que le juge a définitivement statué .......................................................... 341
A. L’admission de principe des variations aggravant le dommage .......................................................... 342
   1. Le principe de l’admission des demandes nouvelles .......................................................... 342
   2. La mise en œuvre des demandes nouvelles .................................................................. 350
B. L’hostilité de principe à l’égard des variations diminuant le dommage .................................................. 353
   1. Une révision à la baisse très restrictive pour le responsable .................................................. 354
   2. Des dispositions dérogatoires au bénéfice de la sécurité sociale ........................................... 357

CHAPITRE VIII. – MOMENT DE L’ÉVALUATION ET VARIATION DU DOMMAGE .......................................................... 359
Rapport belge
BENOÎT KOHL

Introduction ........................................................................................................................................ 359

I. – Moment de l’évaluation du dommage ......................................................................................... 361
II. – Variation du dommage entre le moment où le dommage est causé et le jugement .................. 368
   A. Critère de la Cour de cassation ......................................................................................... 368
   B. Événements pris en compte .............................................................................................. 375
      1. Dans le cadre de l’indemnisation de tout type de dommage ........................................... 375
      2. Dans le cadre de l’indemnisation du dommage corporel ............................................... 377
      3. Dans le cadre de l’indemnisation du dommage aux choses ........................................... 381
   C. Événements non pris en compte ......................................................................................... 384
      1. Dans le cadre de l’indemnisation du dommage corporel ............................................... 384
      2. Dans le cadre de l’indemnisation du dommage aux choses ........................................... 392

III. – Variation du dommage postérieure au jugement ................................................................. 395

BRUYLANT
TABLE DES MATIÈRES

Chapitre IX. – La réparation intégrale du dommage en matières contractuelle et extracontractuelle .......... 403
Rapport français
Fabrice Leduc

I. – Divergences quant au contenu de la réparation intégrale ... 405
A. Divergence quant à la conception générale de la réparation intégrale .................................................. 406
B. Divergence quant à la finalité de la réparation intégrale ........................................................................ 412
C. Divergence quant à la forme de la réparation intégrale .. 420

II. – Convergences quant aux dérogations à la réparation intégrale ............................................................. 423
A. Développement de dérogations symétriques ....................... 424
B. Déploiement de dérogations communes ............................. 433

Chapitre X. – La réparation dite intégrale du dommage ... 441
Rapport belge
Isabelle Durant

Introduction ............................................................................................... 441

I. – Les limites objectives au principe de la réparation intégrale ............................................................. 452
A. Les limites fixées par le législateur ........................................ 452
  1. Un texte à vocation générale, l'article 1150 du Code civil ................................................................ 453
  2. Des textes à vocation particulière ........................................ 460
B. Les limites fixées par les parties ........................................ 469
  1. Les clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité ............................................................ 470
  2. Les conventions constitutives de droits .................... 473

II. – Les limites subjectives au principe de la réparation intégrale ............................................................. 474
A. La mise en œuvre du principe de la réparation intégrale .................. 477
  1. L'appréciation souveraine du juge du fond .................. 477
  2. L'affaiblissement de l'évaluation in concreto .............. 479
B. L'abstraction de la notion même de dommage ............... 486
  1. Les clauses pénales ........................................................ 486
  2. Le retard dans le paiement d'une somme d'argent ... 489
  3. Les frais d'avocat ........................................................... 491
## Table des matières

**Chapitre XI. – L’obligation de minimiser son dommage**

Rapport français

Mireille Bacache

I. – Les obstacles à la reconnaissance de l’obligation de limiter son dommage

A. Un obstacle absolu : le droit au respect de l’intégrité corporelle

B. Un obstacle relatif : le principe de la réparation intégrale

II. – La réception des obstacles par la jurisprudence

A. Le préjudice matériel aggravé

B. L’atteinte au corps humain

**Chapitre XII. – Le devoir pour la victime de minimiser son dommage**

Rapport belge

Michael Houbben

Introduction

I. – Sources de l’obligation de modération

A. Solutions doctrinales écartées

B. Fondements retenus

1. Responsabilité civile extracontractuelle

2. Responsabilité civile contractuelle

II. – Contenu et nature juridique de l’obligation de modération

A. Nature juridique du devoir de modération

1. L’Obliegenheit allemande et suisse

2. Réception du concept en droit privé belge et français

3. Incombance de modération

B. Structure et contenu de l’obligation de limiter son dommage

1. Réparation intégrale et mesures raisonnables

2. Structure du devoir de modération

3. Illustrations

III. – Conséquences juridiques de l’(in)exécution

A. L’obligation de modération est exécutée

B. Inexécution de l’obligation de modération

IV. – Le devoir de modération dans les instruments européens et internationaux

Conclusion
TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE XIII. – NOMENCLATURE DES PRÉJUDICES CORPORELS.... 567

Rapport français
PATRICE JOURDAIN

I. – Les nomenclatures existantes .......................................................... 571
   A. La nomenclature Dintilhac .......................................................... 571
      1. Conception et caractères ...................................................... 571
      2. Portée .................................................................................. 574
   B. L’avis du Conseil d’État .............................................................. 578

II. – Les difficultés de mise en œuvre ................................................... 581
   A. Difficultés tenant à définition de certains préjudices ................. 581
      1. Nomenclature Dintilhac ....................................................... 581
      2. Nomenclature du Conseil d’État ............................................ 587
   B. Difficultés quant à l’exercice des recours des tiers payeurs .......... 589
      1. Incertitude sur le caractère indemnitai
         d’une prestation .................................................................... 589
      2. Incertitude sur les préjudices indemnisés et l’assiette des recours ........................................................................ 590

Annexe
Nomenclature des préjudices corporels (Dintilhac) ....................... 593

CHAPITRE XIV. – NOMENCLATURE DES PRÉJUDICES RÉPARABLES.... 595

Rapport belge
BERNARD DUBUISSON et PAULINE COLSON

Introduction ............................................................................................ 595

I. – Des bienfaits ou des méfaits de la nomenclature ...................... 596
   A. État actuel du droit belge .......................................................... 596
   B. Avantages et inconvénients d’une arborescence ....................... 598
      1. Inconvénients ........................................................................ 598
      2. Avantages ............................................................................. 599
   C. Force obligatoire d’une arborescence ...................................... 601

II. – Éléments pour une arborescence des préjudices ......................... 604
   A. Atteintes à l’intégrité physique ou psychique,
      aux biens individualisés, aux autres droits subjectifs
      et aux libertés ............................................................................. 604
   B. Préjudices résultant de lésions corporelles ou psychiques
      et préjudices résultant du décès ............................................. 609
   C. Préjudices patrimoniaux et extrapatrimoniaux ......................... 611

BRUYLANT
### TABLE DES MATIÈRES

D. L’influence du facteur temps : du préjudice temporaire au préjudice permanent, du préjudice passé au préjudice futur ........................................ 615
   1. Préjudices temporaires et permanents .......... 616
   2. Préjudice passé et futur ................................ 617
E. Préjudice direct ou par répercussion .......... 618

III. – Questions spécifiques ........................................ 620
A. L’incapacité économique, la perte de rémunération et la diminution du potentiel économique ............ 620
   1. La perte réelle de rémunération .......... 620
   2. Diminution de la valeur économique de la victime .. 622
   3. Les efforts accrus ........................................ 624
   4. Le préjudice économique des personnes sans revenus ........................................ 626
      a) Le préjudice de l’étudiant ..................... 626
         Frais liés à la perte d’une année scolaire .......... 627
         Retard dans la carrière ................................ 627
         Dommage moral ........................................ 628
      b) Le préjudice lié à la pension ..................... 628
B. L’incapacité ménagère et la valeur économique du travail ménager ........................................ 629
C. L’incapacité personnelle et les préjudices extrapatrimoniaux ........................................ 632
   1. Distinction entre dommage moral général et préjudices spécifiques ........................................ 632
      a) Fondement de la distinction ..................... 632
      b) Définition du dommage moral ..................... 634
   2. Les préjudices moraux spécifiques ............ 635
   3. Dommages permanents et temporaires .......... 638
D. L’aide de tierce personne ................................ 639
   1. Définition ........................................ 639
   2. L’aide de tiers spécialisée : une catégorie particulière de frais ........................................ 640
   3. L’aide de tiers non spécialisée .................. 641
   4. Influence de l’aide de tiers sur les autres préjudices .. 642
   5. Aide de tiers : préjudice temporaire ou permanent ? 643

Annexe
   Proposition de nomenclature des préjudices réparables ........... 644
TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE XV. – BARÉMISATION DES INDEMNISATIONS,
CHOIX DES MODÈLES DE RÉPARATION (CAPITAL, RENTE) ................. 647
Rapport français
STÉPHANIE PORCHY-SIMON

I. – CHOIX DES MODES D’ÉVALUATION : ÉVALUATION IN CONCRETO
OU « BARÉMISATION » ? ................................................................. 649
A. L’OPPOSITION DES PRINCIPES .............................................. 651
1. Heurt avec le principe de l’évaluation in concreto ................. 651
2. Rupture avec le principe de la réparation intégrale .......... 653
3. Opposition de la Cour de cassation ................................... 654
B. L’UTILISATION PAR LA PRATIQUE ....................................... 655
1. Le recours aux référentiels ................................................. 655
2. L’alternative : les bases de données ? .............................. 660

II. – LE CHOIX DU MODE D’INDEMNISATION : CAPITAL OU RENTE ? ...... 661
A. LE CHOIX DE L’INDEMNISATION SOUS FORME DE CAPITAL ........ 662
B. LE CHOIX DE L’INDEMNISATION SOUS FORME DE LA RENTE .... 667

CHAPITRE XVI. – CHOIX DES MODES DE RÉPARATION
(CAPITAL, RENTE OU FORFAIT) ET BARÉMISATION DES INDEMNITÉS .. 669
Rapport belge
DANIEL DE CALLATAÏY

SECTION I. – CHOIX DES MODÈLES DE RÉPARATION ......................... 669
I. – LES DIFFÉRENTS MODÈLES DE RÉPARATION DU DOMMAGE CORPOREL .. 669
II. – PRINCIPES DIRECTEURS DANS LE CHOIX DE LA MÉTHODE ........... 671
A. CARACTÈRE SUBSIDIAIRE DE L’ÉVALUATION EX AEOQUO ET BONO ... 671
B. PRINCIPE DISPOSITIF ............................................................. 679

III. – PRATIQUES JURISPRUDENTIELLES EN RAPPORT AVEC LE CHOIX
DE LA MÉTHODE D’ÉVALUATION ............................................... 680
A. ÉVALUATION FORFAITAIRE OU CAPITALISATION ....................... 681
B. RENTE OU ACREO D’UN CAPITAL ........................................... 686
1. Caractéristiques de la rente ................................................. 687
   a) Indexation .................................................................. 687
   b) Révision ....................................................................... 688
2. Rareté de la rente ................................................................. 689
   a) La rente est rarement demandée .................................... 689
   b) Lorsqu’elle est rarement demandée,
      la rente n’est plus systématiquement contestée .......... 691

IV. – LA TECHNIQUE DE LA CAPITALISATION .................................. 693
A. OBLIGATION DE Distinguer LE PASSÉ DU FUTUR ........................ 693

BRUYLANT
### TABLE DES MATIÈRES

**Section B** – *Possibilité de prendre en compte les variations futures du dommage dans un calcul de capitalisation* .......................... 694
   1. Préjudice dégressif ........................................ 695
   2. Préjudice progressif ....................................... 696
   3. Préjudice progressif et dégressif .......................... 697

**Section V** – *Les paramètres de la capitalisation* ........................................ 698
   A. *Contrôle limité de la Cour de cassation* .................. 699
   B. *Choix de l’intérêt technique* ............................... 701
   C. *Détermination de la survie lucrative* ...................... 704
   D. *Choix de la table de mortalité* .............................. 706
      1. Annuités certaines ou annuités viagères ............... 706
      2. Annuités payables par mois ou par an .................. 708
      3. Tables annuelles ou trisannuelles ....................... 708
      4. Tables stationnaires ou prospectives .................... 709

**Section II** – *La barémisation des indemnités* ........................................ 709

**I.** – *Barémisation des évaluations médicales* ........................................ 709
   A. *Évolution des barèmes* ..................................... 710
   B. *Affinement des évaluations* ................................. 712

**II.** – *Barémisation des évaluations financières* .................................... 714
   A. *Naissance et développement du tableau indicatif* ....... 714
   B. *Vers une barémisation législative ?* ........................ 718

**Chapitre XVII.** – *L’incidence des prestations des tiers payeurs sur la réparation du dommage* ...................... 721

Rapport français

**PHILIPPE PIERRE**

**I.** – *Le principe d’imputation des prestations des tiers payeurs* ........ 728
   A. *Le droit à imputation* .................................... 729
      1. Le recours des titulaires d’un droit de subrogation légale (art. 29 L. 5 juillet 1985) ........... 729
      2. Le recours dissocié de la subrogation légale .......... 732
   B. *L’exercice de l’imputation* ............................... 736
      1. Principes généraux .......................................... 736
      2. Difficultés de mise en œuvre .............................. 737

**II.** – *Les limites de l’imputation des prestations des tiers payeurs* ...... 744
   A. *Le droit de préférence de la victime* .................... 744
      1. Une problématique .......................................... 744
      2. Une solution ? .............................................. 746
   B. *Les limites conventionnelles* .............................. 752
TABLE DES MATIÈRES

1. Le principe d’association des tiers payeurs à la procédure de règlement ........................................ 752
2. La pratique d’abstention des tiers payeurs lors de la procédure de règlement ......................... 754

Chapitre XVIII. – L’INCIDENCE DES RECOURS DE TIERS-PAYEURS... 761
Rapport belge
Noël SIMAR

Introduction ........................................................................................................... 761
I. – Le fondement du droit de recours .............................................................. 765
   A. Une base légale identique : la quasi-subrogation .................................. 765
   B. Exceptions à la quasi-subrogation ......................................................... 766
II. – La mise en œuvre ...................................................................................... 768
   A. La distinction objet-assiette ................................................................... 768
      1. L’objet des débours .............................................................................. 768
      2. L’assiette ......................................................................................... 770
         a) L’assureur-loi ............................................................................... 770
         b) L’assureur maladie-invalidité ....................................................... 772
   B. Le régime des immunités ......................................................................... 773
   C. Questions de procédure ......................................................................... 774
   D. Problèmes particuliers ............................................................................. 775
      1. Partage de responsabilité ................................................................. 775
      2. Transaction ...................................................................................... 776
Conclusion .......................................................................................................... 777

Chapitre XIX. – LES DOMMAGES ÉCONOMIQUES « PURS » .......... 779
Rapport français
Suzanne CARVAL

I. – Les particularités des dommages économiques ..................................... 785
   A. La détermination de la nature et de l’étendue des intérêts affectés .......... 786
   B. Les limites intrinsèques des méthodes économiques ......................... 788
II. – Les adaptations attendues du droit de la réparation ......................... 790
   A. L’élaboration de typologies de dommages ........................................ 790
   B. L’utilisation correcte des approximations ......................................... 792
   C. Les voies de la réparation en l’absence d’approximation. ................. 794

BRUYLANT
Table des matières

Chapitre XX. – Préjudice économique et financier

Rapport belge

Denis Philippe

Introduction

1. Règles applicables au dommage économique en général

A. Caractéristiques essentielles

B. Méthodes d’indemnisation

1. Recherches de critères objectifs
   basés sur une méthode plus économique
   a) La concession exclusive de vente
   b) Analyse de certains postes de dommage

2. Évaluation du dommage sur la base de paramètres limités

3. Indemnisation ex aequo et bono

C. Le dommage imprévisible et le préjudice économique et financier

1. Dommage imprévisible

2. Dommage indirect

D. La perte d’une chance

1. Définition

2. Approches de la perte d’une chance

3. La rupture des négociations contractuelles

E. Quelques questions diverses

1. Fondement juridique autres que les règles générales de droit. Article 1794 du Code civil
   en matière de contrat d’entreprise

2. Une règle de droit comparé. Relativité aquilienne

3. Préjudice en cas de changement de circonstances

4. Obligation pour la victime de limiter son propre dommage

5. Théorie de l’équivalence des conditions

BRUYLANT
6. Comment établir un dommage lorsque les documents qui permettent de l’établir sont protégés par le secret d’affaire ? ................................................... 821

II. – Quelques thèmes particuliers .................................................. 822
   A. Conventions interprofessionnelles
      organisant l’indemnisation du dommage ......................... 822
   B. L’appréciation du dommage
      en matière de violation des droits intellectuels ............ 824
   C. Responsabilité de l’institution de crédit
      en matière d’escompte fournisseurs ............................... 826
   D. Le droit de la vente et plus spécifiquement
      la Convention de Vienne sur la vente internationale ...... 829
      1. Quel est le dommage indemnisable ? ...................... 829
         a) Principe de la réparation intégrale du dommage .... 829
         b) Différence de prix ............................................ 830
         c) Prix de substitution ............................................. 830
         d) Prix courant en l’absence de vente de substitution .. 830
      2. Cumul possible avec d’autres dommages............... 832
      3. Dispositions similaires ........................................... 832
   E. Actions en dommages et intérêts pour les infractions
      aux dispositions du droit de la concurrence ............. 833
      1. Principes .......................................................... 833
      2. La directive européenne ....................................... 835
      3. Jurisprudence relative à ces actions ..................... 839
      4. Action collective .................................................. 844

Conclusion ........................................................................ 845

CHAPITRE XXI. – LA TRANSACTION ET LE RÈGLEMENT AMIABLE
DES INDEMNITÉS .................................................................. 847

Rapport français
CHRISTINE BOILLOT

I. – La qualification de la convention d’indemnisation
   confrontée au droit à réparation .................................... 849
   A. L’accord sur les éléments de qualification
      de la transaction ..................................................... 850
   B. Le désaccord sur la qualification appliquée
      à la convention d’indemnisation ............................... 858

II. – La portée de la convention d’indemnisation
   confrontée au droit de la réparation ............................. 866
   A. La portée de la convention d’indemnisation
      et la réparation intégrale ........................................... 866

BRUYLANT
TABLE DES MATIÈRES 1131

1. La confusion du « droit commun »………………………………… 867
2. Les clarifications apportées par les régimes spéciaux.. 871

B. La portée de la convention d’indemnisation face aux tiers-payeurs………………………………… 875
C. La portée de la convention d’indemnisation face aux recours collectifs………………………………… 880

CHAPITRE XXII. – LA TRANSACTION ET LE RÈGLEMENT AMIABLE DES INDEMNITÉS…………………………………………………………………………………………………………………………… 885

Rapport belge

BERTRAND DE CONINCK et VINCENT CALLEWAERT

I. – La transaction et sa remise en cause………………………………… 886
A. Définition et éléments constitutifs………………………………… 886
B. Objet, cause et licéité du contrat de transaction………………… 889
C. Le consentement……………………………………………………… 893
1. La capacité de contracter…………………………………………… 893
2. L’erreur………………………………………………………………… 894
   a) L’erreur de droit………………………………………………… 894
   b) L’erreur de fait………………………………………………… 895
   c) L’erreur de calcul……………………………………………… 898
3. La lésion objective et la lésion qualifiée…………………………… 899
4. Le dol et la violence………………………………………………… 901
5. Les articles 2054 à 2057 du Code civil…………………………… 901
D. L’interprétation du contrat de transaction………………………… 904

II. – Les effets du règlement amiable, transactionnel ou autre…. 906
A. Entre parties…………………………………………………………… 906
1. Effets du règlement transactionnel entre parties……… 906
   a) Effet négatif ou extinctif……………………………………… 906
   b) Effet positif……………………………………………………… 908
2. Effets du règlement non transactionnel………………………… 909
   a) L’article 148 de la loi relative aux assurances……… 910
      Champ d’application…………………………………………… 910
      Portée…………………………………………………………… 912
   b) Le droit commun……………………………………………… 915
B. Envers les tiers………………………………………………………… 916
chapitre xxiii. – les dommages aux biens : réparation ou remplacement ........................................................................................................... 931
rapport français
julie traullé

i. – la satisfaction de la victime assurée par la réparation ou le remplacement ........................................................................................ 933
   a. une priorité affichée ............................................................................................... 933
      1. le principe ............................................................................................................. 933
      2. les prolongements du principe ............................................................................ 937
   b. des fondements multiples ...................................................................................... 943
      1. les fondements écartés .......................................................................................... 943
      2. le fondement retenu .............................................................................................. 947

ii. – la satisfaction de la victime contrariée ...................................................................... 956
   a. le remplacement imposé ........................................................................................ 956
      1. l’incidence des « impératifs budgétaires » ....................................................... 956
      2. la légitimité des « impératifs budgétaires » ...................................................... 959
   b. la réparation et le remplacement compromis ........................................................ 963
      1. l’incidence de difficultés d’ordre pratique ....................................................... 963
      2. l’incidence du défaut d’entretien .......................................................................... 964
         a) une jurisprudence incertaine ............................................................................. 965
         b) une doctrine divisée .......................................................................................... 966

chapitre xxiv. – la réparation du dommage aux biens .................................................. 969
rapport belge
nicolas estienne

introduction ...................................................................................................................... 969

i. – le dommage résultant de la perte ou de la détérioration de la chose ...................... 971
   a. la chose endommagée n’est pas réparable ............................................................ 971
      1. principe : la victime a droit à la valeur de remplacement ..................................... 971
      2. exception : la victime a droit à la valeur vénale lorsque le bien détruit ou perdu était destiné à la vente ......................................................................................................................... 974
      3. la déduction de la valeur de l’épave ..................................................................... 975
   b. la chose endommagée est réparable ....................................................................... 977
      1. principe : la victime a droit au coût des réparations ............................................ 977
      2. exception : si le coût de la remise en état est supérieur à la valeur de remplacement, la victime n’a droit qu’à cette dernière ................................................................. 980
      3. l’indemnité complémentaire de dépréciation ................................................. 981

bruylant
TABLE DES MATIÈRES

C. Les taxes ................................................................. 983
   1. La taxe sur la valeur ajoutée ........................................ 983
      a) La chose endommagée n’est pas réparable .......... 983
      b) La chose endommagée est réparable ................... 988
   2. Les autres taxes .................................................... 989
D. Le problème de la vétusté ............................................. 989
E. Les frais accessoires liés à la destruction
   ou à la détérioration de la chose ................................ 993
II. Le dommage résultant de la privation de l’usage de la chose 996
    A. Principe et nécessité de prouver l’existence du dommage.... 996
    B. La durée de la perte de jouissance.............................. 999
       1. Le délai d’attente .................................................. 999
       2. Le délai de mutation .............................................. 1001
    C. L’évaluation de la perte de jouissance ......................... 1002
III. Le dommage moral en cas d’atteinte à une chose ............ 1003
     A. Les animaux domestiques ........................................... 1004
     B. Les biens uniques et irremplaçables ............................ 1007

CHAPITRE XXV. LA RÉPARATION DU DOMMAGE EN DROIT

ALLEMAND ................................................................. 1009
Rapport allemand
STE PH AN L OR EN Z et STE PH AN PAC H E

Introdu c tion. – La distinction entre le fondement
de la responsabilité (Haftungsbegründung)
et le dommage réparable (Haftungsausfüllung) .................. 1009

I. – Paragraphe 249, alinéa 1er, BGB : point de départ
du droit allemand de la réparation du dommage .............. 1011
   A. Le principe de la réparation intégrale ......................... 1011
   B. Le principe de la réparation en nature ......................... 1012

II. – La réparation monétaire du dommage ....................... 1015
   A. Le versement du prix d’une possible réparation
      en nature (§ 249, al. 2, BGB) .................................. 1015
   B. La réparation monétaire en cas d’impossibilité
      ou d’insuffisance du rétablissement en nature
      (§ 251, al. 1er, BGB) ........................................... 1017
   C. La réparation monétaire au cas où la réparation
      en nature ne pourra se faire qu’à un prix
      disproportionné (§ 251, al. 2, BGB) ......................... 1018
   D. La réparation monétaire en cas de dommage moral
      (§ 253 BGB) ..................................................... 1020
III. – La causalité dans la réparation du dommage

(haftungsausfüllende Kausalität) ........................................... 1021
  A. La théorie de l’équivalence des conditions .................. 1022
  B. La théorie de la causalité adéquate ......................... 1023
  C. La théorie de la relativité aquilienne ....................... 1024

IV. – L’obligation de minimiser son dommage ..................... 1025
  A. Le contenu de l’obligation de minimiser son dommage .... 1026
  B. Les effets de l’obligation de minimiser son dommage .... 1027

V. – Règles spécifiques en matière délictuelle .................... 1028

Chapitre XXVI. – La réparation du dommage ....................... 1033

Rapport espagnol
MIQUEL MARTIN-CASALS et ALBERT RUDA-GONZALEZ

I. – Les modes de réparation ............................................. 1033
  A. Réparation en nature, cessation de l’illicite et réparation préventive des dommages ................................. 1033
     1. Réparation en nature ................................................. 1033
     2. Cessation de l’illicite ............................................... 1035
     3. Réparation préventive des dommages ........................ 1036
  B. Dommages et intérêts compensatoires ou moratoires ...... 1037
  C. Caractère indemnitaire ou punitif des dommages et intérêts ................................................................. 1039

II. – L’étendue de la réparation ........................................... 1041
  A. Moment de l’évaluation et variations du dommage ....... 1041
  B. La réparation intégrale du dommage en matières contractuelle et extra-contractuelle ......................... 1046
  C. L’obligation de minimiser son dommage .................... 1054

III. – Le dommage corporel ................................................. 1058
  A. Nomenclature des préjudices corporels ...................... 1058
  B. Choix des modes de réparation (capital, rente ou forfait) et barémisation des indemnités .............................. 1059
  C. L’incidence des prestations des tiers payeurs .......... 1061

IV. – Dommages aux biens ou au patrimoine. Autres aspects ..... 1065
  A. Le préjudice économique et financier pur .................. 1065
  B. La transaction et le règlement amiable des indemnités .... 1068
  C. Les dommages aux biens : réparation ou remplacement, remboursement de la TVA ..................................... 1070
# TABLE DES MATIÈRES

**Chapitre XXVII. — La réparation des dommages**  
Rapport suisse  
Pierre WESSNER

<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Titre</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Introduction</strong></td>
<td></td>
<td>1073</td>
</tr>
<tr>
<td>I.</td>
<td><strong>De la relativité du principe de la réparation intégrale</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A.</td>
<td>Le sens des mots en droits belge et français</td>
<td>1075</td>
</tr>
<tr>
<td>B.</td>
<td>Un principe qui ne l’est pas vraiment en droit suisse</td>
<td>1076</td>
</tr>
<tr>
<td>C.</td>
<td>Un bref regard sur les Principes européens</td>
<td>1080</td>
</tr>
<tr>
<td>II.</td>
<td><strong>La réparation préventive du dommage</strong></td>
<td>1081</td>
</tr>
<tr>
<td>A.</td>
<td>Vers une fonction nouvelle de la responsabilité civile</td>
<td>1081</td>
</tr>
<tr>
<td>B.</td>
<td>La situation de lege lata</td>
<td>1083</td>
</tr>
<tr>
<td>C.</td>
<td>Une solution de lege ferenda</td>
<td>1086</td>
</tr>
<tr>
<td>III.</td>
<td><strong>Le devoir de la victime de minimiser le dommage</strong></td>
<td>1088</td>
</tr>
<tr>
<td>A.</td>
<td>Un principe légal et son fondement</td>
<td>1088</td>
</tr>
<tr>
<td>B.</td>
<td>La nature juridique du devoir</td>
<td>1091</td>
</tr>
<tr>
<td>C.</td>
<td>Les exigences du devoir</td>
<td>1092</td>
</tr>
<tr>
<td>D.</td>
<td>La violation du devoir et ses effets</td>
<td>1095</td>
</tr>
<tr>
<td>IV.</td>
<td><strong>La réparation des dommages purement économiques</strong></td>
<td>1098</td>
</tr>
<tr>
<td>A.</td>
<td>La problématique et l’approche choisie</td>
<td>1098</td>
</tr>
<tr>
<td>B.</td>
<td>L’illicéité de l’atteinte comme condition de la réparation</td>
<td>1100</td>
</tr>
<tr>
<td>C.</td>
<td>Une inspiration germanique</td>
<td>1102</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Quelques observations en guise de conclusion**  
A. | Un essai de synthèse | 1104 |
| B. | La prolifération de régimes spéciaux | 1105 |
| C. | Les avancées de la jurisprudence, remarquables mais mesurées | 1106 |
| D. | L’influence européenne | 1109 |
| E. | Au-delà des projets, des réformes ! | 1111 |

**Annexe : Table des abréviations** | 1113 |